

Déplacement peu convaincant de Recep Tayyip Erdoğan en Iran

lundi 2 avril 2012, par [Jean Marcou](#)

Recep Tayyip Erdoğan a effectué, les 28 et 29 mars derniers, une visite officielle en Iran, accompagné d'un aréopage de ministres et de responsables officiels (ministres des affaires étrangères, de l'énergie et de l'économie, chef des services secrets...) dont la présence ostensible prouvait, s'il en était encore besoin, l'importance d'un déplacement, au cours duquel le premier ministre turc a rencontré, entre autres, le président iranien et le guide suprême de la république islamique.

Cette visite était d'autant plus attendue que, quelques jours auparavant, le chef du gouvernement turc avait eu, avec le président américain Barack Obama, en marge du sommet nucléaire de Séoul, un entretien des plus cordiaux, qui avait semblé confirmer l'embellie que connaissent les relations turco-américaines, depuis le printemps arabe.

Changement de décor à Téhéran où la rhétorique « erdoğanienne » a paru retrouver certains de ses accents de l'année 2010, au cours de laquelle Ankara et Brasilia s'étaient opposées aux sanctions américaines contre Téhéran, à l'occasion du mémorable accord tripartite du 17 mai. De retour en Iran, en effet, le premier ministre turc a réaffirmé le droit de l'Iran à pouvoir accéder à l'énergie nucléaire, et expliqué qu'il avait cherché à convaincre le président américain que le programme iranien n'avait pas d'objectif militaire. En termes mesurés, il n'a pas manqué de s'étonner à nouveau que les puissances occidentales ferment les yeux sur la détention par Israël d'une arme nucléaire qu'elles refusent aux autres puissances de la région.

Recep Tayyip Erdoğan est allé un peu plus loin, à la fin de sa visite, en évoquant le radar de détection précoce de Kürecik. Rappelons que cette pièce maîtresse du bouclier antimissile de l'OTAN, installée l'an passé dans le sud-est de la Turquie, a provoqué l'ire de la république islamique. À la fin de l'année dernière, certains responsables iraniens ont vu dans ce radar la preuve d'un double-jeu « dangereux » d'Ankara, avant de trouver là un argument pour affirmer qu'en cas d'attaque israélienne ou américaine contre leur pays, ce dernier n'hésiterait pas à riposter en frappant le territoire turc. Il est vrai que, depuis, le président et le chef de la diplomatie iraniens ont démenti ces menaces, en rappelant qu'elles avaient été proférées par des autorités non habilitées à exprimer les positions diplomatiques officielles de l'Iran, tandis que le gouvernement turc, par ailleurs, s'employait à convaincre ses voisins du caractère exclusivement défensif du radar en question. Lors d'une émission sur une chaîne d'État iranienne, le 29 mars, Recep Tayyip Erdoğan a donc cherché à rassurer encore ses hôtes, en expliquant que ce dispositif n'avait été installé qu'après de longues négociations avec Washington, et que son usage était soumis à des conditions très précises, qui empêchent notamment de partager avec Israël les informations qu'il recueille. « Si l'OTAN ne respecte pas ces conditions, nous pouvons demander un démantèlement du système », a affirmé le premier ministre turc. Ahmet Davutoğlu a surenchéri, peu après, en déclarant que son pays aurait une pleine maîtrise de l'utilisation de ce radar, et qu'il pourrait, le cas échéant, empêcher de s'en servir des États non membres de l'OTAN (allusion voilée à Israël).

Au cours de ces deux jours de visite officielle, les pourparlers turco-iraniens ont aussi porté sur la crise syrienne, autre pomme de discorde des relations entre les deux pays. Lors de son retour à Ankara, jeudi soir, Recep Tayyip Erdoğan, a expliqué qu'Ali Khamenei, le guide suprême de la République islamique, souhaitait que la Turquie et l'Iran agissent de façon solidaire pour mettre un terme à ce qui se passe en Syrie ; une demande qui, selon le premier ministre turc, a rejoint celle qu'a également formulée

parallèlement le Président russe Medvedev, lors du sommet nucléaire de Séoul. Le guide suprême iranien aurait fait part au chef de gouvernement turc de sa profonde tristesse face au bain de sang syrien, mais il lui aurait signifié également son opposition catégorique à une intervention internationale. Le chef de la diplomatie turque, pour sa part, estime que la situation en Syrie ne risque pas de détériorer les relations turco-iraniennes, qui, selon lui, reposent sur une convergence de vues suffisamment solide pour résister à ce genre d'épreuve. « Il peut y avoir des gens qui souhaitent une nouvelle guerre froide, mais la Turquie et l'Iran connaissent suffisamment l'histoire pour se garder d'une telle dérive. », a conclu Ahmet Davutoğlu.

En dépit de ces bonnes paroles, ce déplacement gouvernemental turc en Iran laisse une impression mitigée car les deux parties ont en fait donné l'impression de mettre en œuvre le service minimum de leurs relations mutuelles, chahutées par les mutations au Moyen-Orient actuellement. Elles ont notamment fait assaut de déclarations de bonne volonté pour éviter que la crise syrienne, qui s'est désormais installée dans la durée, n'accroisse leurs désaccords potentiels. Pour autant on n'a pas retrouvé dans les rencontres que les dirigeants turcs ont eues avec leurs homologues iraniens, l'enthousiasme un peu tiers-mondiste, qui avait dominé pendant l'année 2010. Tant sur l'avenir de la Syrie que sur celui du radar de Kürecik, la force persuasion de Recep Tayyip Erdoğan et de son ministre des affaires étrangères ont montré leurs limites, car les Iraniens savent bien en fin de compte que la Turquie aide activement l'opposition syrienne et que leur pays est la première cible du bouclier antimissile...

En réalité, le récent séjour officiel de Recep Tayyip Erdoğan en Iran a confirmé que derrière une façade de bons sentiments, un océan de méfiance entre les deux pays à tendance à s'étendre. A cet égard, il est révélateur que cette rencontre au sommet n'ait débouché que sur de très maigres résultats. Même l'accueil par la Turquie de la prochaine conférence 5+1 sur le nucléaire iranien qu'Ankara a déjà présenté comme un succès probable de sa nouvelle diplomatie, n'est pas acquis. Les sites officiels iraniens prennent un malin plaisir à faire durer le suspense, en expliquant que leur préférence va néanmoins à Istanbul. On peut d'ailleurs faire observer que si la Turquie n'héberge pas la conférence en question, elle manquera certes une occasion de démontrer sa fameuse « profondeur stratégique » à ses alliés occidentaux. Mais, si finalement elle l'héberge, qu'aura-t-elle donc gagné ?

En cette fin de semaine, de surcroît, deux indices sont venus confirmer la fragilité des relations turco-iraniennes. Le ministre de l'énergie iranien Taner Yıldız, qui a accompagné récemment Recep Tayyip Erdoğan à Téhéran, paraît avoir cédé aux injonctions répétées de Washington, puisqu'il a annoncé, le 30 mars, que son pays réduirait de 20% ses importations de brut iranien, alors même que depuis de longues semaines, la Turquie, comme de nombreux autres pays, cherchait à s'exempter d'une partie des sanctions américaines contre l'Iran. La nouvelle a été précédée, hier, par la publication d'un sondage tout aussi instructif, réalisé à la demande du think tank EDAM (Ekonomik Dış Politikası Merkezi), qui montre que, dans le contexte incertain qui prévaut dans la région, une majorité de Turcs se posent réellement la question de l'acquisition de l'arme nucléaire. En tout cas, si l'Iran se dotait d'une telle arme, 54% d'entre eux seraient favorables à ce que leur pays l'acquiert également. Mais la même enquête indique par ailleurs que l'opinion publique turque ne semble pas avoir une plus grande confiance dans ses alliés occidentaux, puisque seules 8,2% des personnes interrogées pensent que leur défense est bien assurée par le parapluie nucléaire de l'OTAN...

Sources

Article original publié sur le blog de l'OVIPoT le vendredi 30 mars 2012 sous le titre : « [Déplacement peu convaincant de Recep Tayyip Erdoğan en Iran](#) »